

# CONTROVERSES

"Notre métier n'est pas de faire plaisir, non plus que de faire du tort, il est de porter la plume dans la plaie". Albert Londres

## WITH OR WITHOUT E.U. ?



## SOMMAIRE

### DOSSIER : LE BREXIT

Du « Brexit » et de son traitement médiatique par les médias français.

p. 2-3

Pourquoi dire non au Brexit ?

p. 4-5

Brexit : «Eire» I am !

p. 6-7

L'apocalypse que l'on attend toujours.

p. 8-10

Trump vs. Clinton vs. ? : l'équation d'une nouvelle ère à une inconnue

p. 11-12

Daesh, si loin, si proche.

p. 13-14

Cap à l'Est : tour d'horizon du V4

p. 15-17

### TRIBUNES

Les Garçonnes :

p. 18-19

Aix ONU : La puissance diplomatique du Royaume-Uni sur le déclin ?

p. 20-21

# Nouvelle équipe, nouvelle année, nouvelles Controverses !

Mesdames et messieurs, chers amis IEPIens, c'est avec une grande joie et une pointe de fierté que j'ouvre par cet éditorial le 30ème numéro de Controverses, notre cher journal d'opinions. 30ème numéro certes mais aussi premier numéro de l'année 2016-2017 et donc premier numéro du nouveau bureau de l'association. Cet été, nous avons travaillé dur pour préparer cette nouvelle année journalistique.

Comme vous le savez, l'année 2017 sera une année chargée puisqu'elle sera placée sous le signe de l'élection présidentielle. Nous aurons de nombreux sujets à traiter et nous espérons bien évidemment que vos plumes et vos claviers nous gratifieront de quelques beaux articles, écrits avec sérieux mais non sans une pointe de propos controversés.

Comme le veut la tradition de notre journal, chaque numéro comporte un dossier qui constitue la majeure par-

tie du contenu. Le reste du numéro est toutefois consacré à des articles divers ainsi qu'à d'autres rubriques que vous découvrirez tout au long de l'année.

Pour commencer cette année, il nous fallait trouver un sujet qui se prêtait au ton polémique que nous donnons à nos écrits et qui se prêtait naturellement au débat. Il a rapidement semblé évident que nous traitions d'une des thématiques principales de cet été 2016, à savoir le Brexit. Au-delà de ses conséquences pour le Royaume-Uni seul, le référendum du 23 juin a impacté durablement l'Europe et relance plusieurs débats sur le souverainisme dans les pays membres de l'Union Européenne. C'est donc avec délectation que nous avons écrits sous le beau soleil estival pour vous proposer ce premier numéro de l'année. Nous espérons qu'il vous donnera envie de participer à notre modeste gazette étudiante et qu'il réveillera en vous des instincts de pamphlétaires !

#### COMITÉ DE RÉDACTION:

Valentin Rebuffat, Nastassia Casteuble,  
Anna Cichocki, Louise Lamothe

#### RÉDACTEURS:

Matthieu Lefebvre du Prey, Nastassia Casteuble, Valentin Rebuffat,  
Nicolas Vermeulen, Anifa Hassani, Cloé Freydrick, Juliette Richoux

MISE EN PAGE: Valentin Rebuffat

RELECTURE: Nastassia Casteuble, Louise Lamothe

# Du « Brexit » et de son traitement médiatique par les médias français.

*Décriés déjà pour leur couverture partielle ou partisane de nombre d'évènements d'importance, les médias français n'ont encore une fois brillé ni dans leur traitement de la campagne autour du référendum britannique sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'UE, ni dans leur couverture médiatique du référendum les jours qui ont suivi l'annonce des résultats. Retour sur un fiasco médiatique qui a de quoi horripiler – à plus d'un titre – votre humble serviteur.*

23 juin 2016, il est 10h. Je me lève, j'allume la télé, parce que je sais que les résultats du référendum britannique sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'UE sont enfin tombés. Enfin, parce qu'en France, les premières estimations tombent dès 20h, avec une marge d'erreur très mince. Coup de massue lorsque je tombe sur BFM TV, de même lorsque je bascule sur I-Télé, pour trouver des journalistes affolés, apeurés par les résultats du jour : le « Leave » l'emporte avec environ 51% des voix, le Royaume-Uni quittera donc tôt ou tard – d'ici 2 ans au plus tard nous annonce-t-on – l'Union Européenne. En soi, le résultat ne me choque pas : la question n'était pas clairement tranchée dans les sondages qui ont précédé le référendum, ceux-ci donnant tantôt le « Leave », tantôt le « Remain » gagnant. Seul notre Oracle national, j'ai nommé BHL, annonçait une « défaite probable du Brexit », pour mieux se ridiculiser en assimilant xénophobes et racistes aux souverainistes dans un tweet qui a fait de lui la risée du Web.

En ce qui me concerne, le plus choquant dans ce « Brexit », c'est le traitement qui en a été fait par nos médias préférés, que ce soit par les JT télévisés, les chaînes d'infos en continu ou la presse. D'abord, on a voulu menacer l'électeur britannique, en lui prédisant des lendemains qui déchantent, en le « prévenant » que l'UE ferait payer au Royaume-Uni une éventuelle sortie de l'Union. Le problème, c'est que de menaces politiques – émanant principalement du trio Juncker/Merkel/Hollande, mais pas très effrayantes au regard de leur action dans le dossier syrien par exemple – on est passé à de la menace « médiatique ». Nombre de journalistes se

sont sentis pousser des ailes en sortant de l'impartialité relative qu'ils se devaient de respecter un minimum dans le cadre de leur profession, pour aller menacer les Britanniques en cas de sortie de l'UE. Par exemple, on a vu Jean Quatremer, journaliste à Libération, à la veille du référendum dans l'émission « Europe Hebdo » (sur la chaîne parlementaire LCP) dire clairement que « pour éviter l'effet de contagion, il faut que le départ soit douloureux ». En d'autres termes, le loustic était partant pour faire payer très cher aux Britanniques un départ de l'UE : en matière de journalisme, on a vu mieux.

On a d'ailleurs pu voir qu'en général, la classe médiatique française était très favorable à l'Union Européenne et plutôt pro-Remain. Du moins c'est ce qui découle du comportement de plusieurs médias dans leur couverture du « Brexit ». Nombre de titres de presse ont parlé de « gueule de bois » au lendemain du vote, laissant entendre que les Britanniques n'ont pas pris ce vote au sérieux, en maltraitant au passage le concept de plus en plus abstrait de nos jours de souveraineté populaire. On a même eu, le temps de quelques heures, un défilé en boucle d'interviews de « Bregretters », de Britanniques ayant regretté leur vote en faveur du « Leave », comme pour rendre encore plus illégitime un résultat qui ne plaît pas, d'autant plus qu'à partir de quelques opinions récoltées de-ci de-là de manière éparse, on a voulu monter le tout en neige et faire croire qu'il fallait un deuxième référendum sur la question du maintien.

Mais la sauce ne prenant pas, et David Cameron ayant annoncé qu'il se tiendrait au résultat du référendum,

les médias français se sont alors empressés de désigner une catégorie du peuple britannique comme bouc émissaire et responsable du « désastre » : les électeurs les plus âgés du Royaume. En effet, plusieurs enquêtes d'opinions ont montré que les « vieux » avaient en majorité voté pour le « Leave », là où les jeunes auraient largement privilégié le « Remain ». Ce constat sociologique est vérifié par lesdites enquêtes, toutes sérieuses et dignes de confiance. Le problème, c'est que les journalistes français se sont ensuite empressés de stigmatiser les « vieux », en les rendant coupables de tous les maux et en les accusant d'égoïsme vis-à-vis des électeurs les plus jeunes. On notera ce tweet d'Hélène Bekmezian, journaliste au Monde, qui se permet une plaisanterie de mauvais goût à propos de ces « vieux », ou encore un certain titre d'article du quotidien suisse Le Temps qui évoque une «dictature des vieux».



Heureusement pour les médias français, l'Equipe de France de football étant allée très loin dans l'Euro, il y aura eu de quoi se changer les idées. Plus besoin de penser à ce monstre populaire horrible et disgracieux qu'est le référendum, parlons football ! Et tant pis si l'Equipe de France perd, nous aurons eu cet été un camion fou, deux égorgeurs de prêtre et des burkinis à gogo pour pouvoir encore regarder avec désarroi et stupéfaction du journalisme poubelle au sommet de son art, relayer en boucle les mêmes débats absurdes et surréalistes entre les différents responsables politiques du pays !

Par Matthieu Lefebvre du Preÿ

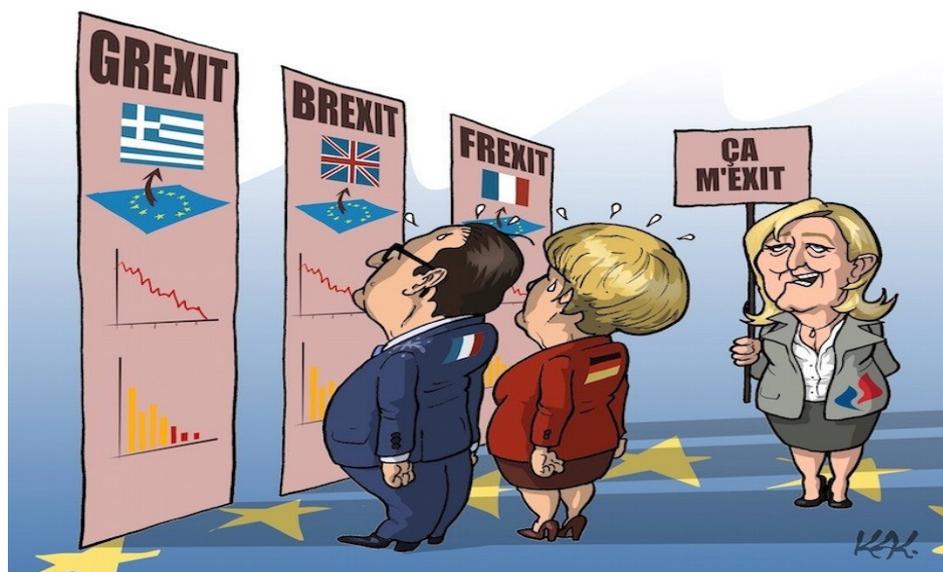


## Pourquoi dire non au Frexit ?

*La Grande-Bretagne, on le sait, a toujours été la plus mal lotie dans l'UE. Nous aurions envie de dire que ses dirigeants ont fait preuve d'un grand courage en osant défier l'Europe. Désormais, ce pays est indépendant et seul souverain de ses terres. Toutefois, en se penchant sur son cas, quelques incompréhensions surgissent.*

La Grande-Bretagne a toujours bénéficié des mêmes avantages que nous autres pays européens, notamment au sujet des subventions multiples que l'UE distribue aux pays membres. Bien évidemment, pour toucher ces avantages, tous les pays, Grande-Bretagne comprise, doivent payer des taxes. Eh non, depuis que la fougueuse Thatcher a hurlé « I want my money back », la Grande-Bretagne s'est vu octroyer un traitement de faveur lui donnant le droit de payer moins. Mais comme si cela ne suffisait pas, voilà que de nouveau les porteurs du Brexit avançaient l'argument de la perte d'argent considérable qui leur pendait au nez s'ils restaient un jour de plus dans l'UE. Bien entendu, l'argument économique n'était pas le seul, l'éloignement des élus européens, le détachement des décisions, etc... en faisaient partie. Néanmoins cet argument reste le plus intéressant car rempli de contradictions, et évidemment le plus lourd de conséquences.

De plus, n'oublions pas que cette décision ne s'est pas faite dans un bureau sombre entouré de politicards sans cœurs. Non, un référendum a été organisé, arsenal incontestable de la démocratie. En effet, qui serait assez odieux pour critiquer le résultat de l'avis de la po-



pulation ? Pas besoin de critiquer la méthode, les résultats suffisent. Tout d'abord, un « conflit de génération » semble flagrant. En effet, plus la tranche d'âge est élevée et plus les votes en faveur du Brexit sont nombreux et inversement. Par exemple 50% des 65 ans et plus ont voté oui contre 10% pour les 18-24 ans. Bien que chez les jeunes l'abstention ait été plus forte, les résultats montrent un désaccord flagrant entre les générations. De plus, si cette opposition s'arrêtait aux tranches d'âge l'affaire ne serait pas si dérangeante. En effet, un fossé s'est creusé entre les villes et les campagnes, à savoir que les campagnes ont voté massivement en faveur du Brexit à l'inverse des villes. Et enfin, l'opposition la plus connue est celle entre l'Angleterre et

l'Ecosse qui ont eu des résultats opposés à ce référendum, poussant cette dernière à de nouvelles velléités d'indépendances. Ainsi, ce référendum établi dans le but de rendre sa souveraineté à la Grande-Bretagne, a en réalité divisé le pays.

Cette division a néanmoins un sens, notamment quand on s'intéresse à ce qu'est devenu la GB après cette décision. En effet, dès le lendemain le cours de la Livre s'est effondré et un certain nombre d'investisseurs étrangers se sont retrouvés refroidis. La santé économique du pays s'en est retrouvée largement touchée, et cela ne s'arrête pas là. Comme on le sait, la GB en tant que pays de l'UE touchait un certain nombre de subventions, notamment dans la recherche

ou encore l'agriculture, subventions qu'elle devra compenser de sa poche. On pourrait se dire qu'avec les gigantesques économies que le pays a fait en ne payant plus toutes ses taxes à l'UE, ces frais seraient facilement recouvrables. Mais non, le gouvernement annonce que des choix devront être faits, étant donné qu'il ne peut se permettre de donner autant que ce qui était donné avant. Encore raté. D'un autre côté on ne peut nier que la situation, depuis quelques semaines tend à s'améliorer, vague de marasme pour passer à la lumière ensuite ? vite dit quand l'on sait quel rôle a joué la City dans cette affaire, notamment en sachant que cette instance est une sorte de pays dans le pays. Si l'on ose faire le raccourci on pourrait même dire quand sans cette City, la Grande-Bretagne ne serait peut-être pas relevée de la sorte.

Passons à notre cas. Ayant jeté un œil à la situation de la Grande-Bretagne, nos charmants populistes se sont vu pousser des ailes en nous annonçant que nous devrions faire de même. En regardant d'un peu plus près,

la situation semble quelque peu différente. Tout d'abord, nous n'avons pas de paradis fiscal capable de nous relever en cas de chute au sein de notre propre pays. De plus, en provoquant un Frexit, nous oublions que nous ne sommes pas seulement membre de l'UE mais aussi de la zone Euro, chose que la Grande-Bretagne avait évité. Nous devrions donc changer de monnaie, sans être experts en économie, sommes-nous assez naïf pour croire à des promesses nous indiquant que notre nouvelle monnaie aura la valeur de l'Euro ? Il semble évident que non, à moins d'avoir d'immenses richesses cachées, donc de racheter le Qatar, et encore. Donc, nous nous retrouvons avec une monnaie qui ne vaut rien, privé des aides européennes (et donc de la BCE), et privé d'alliés commerciaux. Cela ferait beaucoup d'un coup, surtout pour un pays pesant autant sur le commerce mondial. Vous me direz qu'il ne faut pas penser qu'économie, je vous répondrai d'aller voir au Bhoutan si avoir créé le BNB leur a permis de se développer.

Par Nastassia Casteuble

Illustrations: letemps.ca / lescrutateur.com



## Brexit : «Eire» I am !

*Le Vendredi 24 juin au matin, l'Europe entière s'est réveillée avec la gueule de bois. Cependant, très peu de médias français se sont intéressés aux répercussions de la secousse à quelques kilomètres à l'ouest de Londres. Petite analyse d'une ancienne « aixpate » au pays de la Guinness.*

Avant de rentrer dans le vif du sujet, il serait pertinent de revenir brièvement sur les origines de cette situation. Lors de l'annonce de l'organisation du referendum par David Cameron, un gaulliste aurait pu répliquer sur un ton sarcastique « je vous avais prévenu ». Tout le monde garde à l'esprit l'idée du cheval de Troie. En 1975, deux ans à peine après leur accession à la CEE, les Britanniques organisent un referendum sur le maintien ou non dans la communauté. Le Royaume-Uni a toujours été l'enfant terrible de l'Union même si les institutions européennes sont loin d'être parfaites et doivent être réformées en profondeur. Face à un Royaume-Uni qui opte pour une Union à la carte, le petit frère irlandais apparaît comme le bon élève européen. Ces deux pays sont liés par un passé colonial tumultueux. Les Irlandais ont vu l'entrée dans l'Union en 1973 comme un moyen de s'émanciper de la tutelle britannique mais les destins économiques des deux îles restent intrinsèquement liés au sein de l'Union. A l'heure où le Royaume-Uni a décidé de prendre le large, quelles options s'offrent à l'Ile d'Emeraude ?

Le premier problème qui



perturbe le plus la République d'Irlande ,suite au Brexit, est la question de l'Irlande du Nord. En votant «leave », les Britanniques ont oublié qu'il y a quelques décennies, cette question était l'une des menaces les plus importantes en matière de sécurité intérieure. Depuis 1973, la CEE puis l'UE a permis de rétablir des relations diplomatiques plus saines car les deux pays sont obligés de communiquer fréquemment lors des réunions du Conseil. Après plusieurs décennies de conflits indépendantistes sur fond de divergences religieuses, le Good Friday Agreement de 1998 a permis de mettre fin à cette guerre civile grâce à la médiation des autres pays européens et des Etats-Unis. Contrairement à ceux que de nombreux Britanniques ont voulu croire, l'Union Européenne

reste un vecteur de paix. Ainsi, le Brexit risque de relancer la question épineuse de l'unification entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord. Cette question sensible pourrait mettre à mal la stabilité relative qui existe entre communautés protestantes et catholiques en Irlande du Nord depuis près de vingt ans. Les médias français ont utilisé des raccourcis en affirmant que les demandes de nationalité irlandaise en Irlande du Nord ont explosé depuis l'annonce du Brexit. Or, la problématique est beaucoup plus subtile. Certes, des Nord Irlandais catholiques se sentent profondément européens et souhaitent maintenir ce lien à travers la République d'Irlande. Toutefois, des Nord Irlandais unionistes et protestants sont fortement attachés à la couronne

britannique. L'Irlande du Nord est également liée à une question de frontière car il s'agira de la seule frontière terrestre entre le Royaume-Uni et l'Union Européenne. Va-t-on voir le rétablissement de checkpoints entre les deux Irlandes ?

Le Brexit sera également lourd de conséquences pour les femmes irlandaises. Il faut savoir qu'en République d'Irlande, une femme qui se fait avorter risque jusqu'à 14 ans d'emprisonnement. De ce fait, la plupart des femmes irlandaises ,qui en ont besoin, se font avorter dans les hôpitaux londoniens.

Lors de la signature du traité de Maastricht, l'Irlande a obtenu une dérogation par le protocole 17 pour maintenir cette interdiction en invoquant la libre circulation des personnes et des services au sein de l'Union. Autrement dit, une femme irlandaise est totalement libre de se faire avorter... mais après avoir fait ses valises. Le Brexit rend donc la situation des femmes plus difficile. Elles devront se faire avorter à Amsterdam ou à Paris rendant ainsi l'accès à ce droit de plus en plus compliqué pour les femmes les moins favorisées.

Sur le plan économique, qu'on veuille le croire ou non, le

Brexit a accentué les instincts nationaux. Qui bénéficiera de la fuite de nombreux financiers de la City ? Paris ou Francfort ? Mais très peu d'analystes français ont tout de suite pensé à Dublin. L'Irlande, membre de la zone euro, pays anglophone, bénéficiant d'une relation économique très étroite avec le Royaume-Uni et ayant une croissance favorisée par un fort dumping fiscal (12% pour l'impôt sur les entreprises) pourrait être l'option pour de nombreuses entreprises.

Qui a dit que l'Irlande reposait uniquement sur ses supporters exceptionnels pendant l'EURO de football ?

Par Anifa Hassani

Illustrations: [home.bt.com](http://home.bt.com) / [openeurope.org.uk](http://openeurope.org.uk)



# L'apocalypse que l'on attend toujours

*Ils n'ont pas été rares ceux, oiseaux de mauvais augure (ou de mauvaise foi ?), ont promis au peuple Britannique l'apocalypse, le chaos et la destruction alors qu'ils venaient de choisir le « repli sur soi », ou plutôt la liberté, face à la chimère bruxelloise. A l'instar des Mayas qui avaient leur 21 décembre 2012, Jean-Claude Juncker a désormais son 23 juin 2016. Cependant, trois mois après la décision de nos voisins d'Outre-Manche, toujours rien.*

Les réactions post-Brexit des eurobéats mondialistes auraient eu de quoi faire rire si elles n'avaient pas plutôt eu de quoi faire pleurer. Après avoir crié leur amour du peuple britannique, l'assurant de leur amitié et de leur volonté de les voir rester dans le Titanic européen, ils n'ont pas perdu de temps pour leur souhaiter la ruine. La rancune est tenace dans le camp du Remain (rester dans l'UE), celui des « gentils », celui de ceux qui rejettent la « haine » mais qui ont été les premiers à l'exprimer à l'égard du camp du Leave (sortir de l'UE). Les premiers jours post-Brexit semblaient les satisfaire, alors que les bourses mondiales dévissaient et que la Livre paraissait s'effondrer. Déjà, les Britanniques recevaient une bonne leçon, et derrière eux tous les peuples européens, mais la fête n'a pas duré.

Trois mois se sont donc écoulés depuis la victoire du Leave et le bilan n'a pas de quoi satisfaire les pro-Remain. Non, malheureusement pour eux, le Royaume-Uni n'a pas explosé, son économie ne s'est pas effondrée, la City n'a pas connu d'exode des entreprises, le tunnel sous la Manche n'a pas été dynamité et les côtes d'Albion ne se sont pas hérissées de bunkers. Au contraire, l'on apprend que les bonnes nouvelles se sont accumulées pendant l'été, tant sur un plan économique, commercial et monétaire que sur un plan politique.

Le plus étonnant au lendemain du Brexit a été de voir que la place boursière qui a le mieux résisté à la secousse a été celle de Londres. En effet, le Footsie 100 enregistrait le 24 juin une baisse de 6.67% alors que le Dax reculait de 8.31% et que le CAC 40 chutait de 10.04%. Après cette panique purement spéculative, la réalité économique a permis de stopper net cette hémorragie et le 29 juin, le Footsie 100 retrouvait son niveau pré-Brexit



et toutes les places mondiales retrouvaient des couleurs. La livre quant à elle a effectivement enregistré une baisse durable et sa valeur actuelle est environ inférieure de 10% à son niveau de début juin. Loin de pénaliser l'économie du Royaume-Uni, cette baisse de la Livre a bien au contraire relancé la machine. Une monnaie moins chère, c'est une bonne nouvelle pour les exportations et pour le tourisme. Il n'est pas rare d'entendre ces derniers temps dans les médias que le Royaume-Uni a battu tous les records de fréquentation touristique depuis le Brexit et les hôteliers se frottent les mains alors que le taux d'occupation à Londres est passé de près de 80% en août 2015 à près de 90% en août 2016. L'année 2015 a été celle d'un nouveau record du nombre de touristes outre-Manche et 2016 vient de dépasser cette performance. Sur le plan commercial également, la chute de la Livre a été plus que profitable, puisque cela a permis d'augmenter la compétitivité à l'internationale du Royaume-Uni, ses produits devenant moins chers. Le nouvel équilibre de la monnaie britannique permettra sans doute au pays de réaliser une performance économique intéressante sur le deuxième semestre 2016. Toutefois, les entreprises

britanniques ne profitent pas seulement de cette nouvelle situation monétaire. Quelques jours après le résultat du référendum, Aston Martin a annoncé la construction d'une nouvelle usine au Pays de Galle avec à la clef 1 000 nouveaux emplois. Le constructeur de véhicules de luxe a précisé que cette décision avait été encouragée par le Brexit. En effet, la sortie de l'Union Européenne signifie la fin des rigidités imposées par Bruxelles, et étant donné le climat et les relations entre l'Europe et le Royaume-Uni, il semble que les acteurs économiques du pays aient décidé de se tourner vers l'Asie, alors que le gouvernement britannique retrouvera bientôt toute la liberté de traiter librement avec de nouveaux partenaires en Orient. Dans le cas d'Aston Martin, la firme souhaite pénétrer le marché asiatique dans lequel elle n'est pas encore suffisamment présente. La perspective de nouvelles commandes massives provenant de Chine notamment a donc été à l'origine de ce nouveau projet d'usine.

Sur le plan politique, il faut en premier lieu noter que le comportement de David Cameron est à saluer. Conformément à ce qu'il avait déclaré durant la campagne, il a remis sa démission à la suite de la victoire du Leave mais il a expliqué qu'il continuerait à gérer les affaires courantes du pays le temps qu'un nouveau locataire soit trouvé pour le 10 Downing Street. Durant quelques jours, le camp du Leave a semblé fébrile alors qu'aucun de ses leaders ne semblait prêt à assumer cette responsabilité. Boris Johnson, le médiatique et controversé ex-maire de Londres, apparaissait comme un candidat sérieux jusqu'à ce qu'il renonce à succéder à David Cameron. Nigel Farage, leader du UKIP, principal parti du camp du Leave, a également renoncé à assumer cette fonction. Si sa décision a été une source de déception pour beaucoup, il faut noter d'une part qu'il n'aurait pas pu s'appuyer sur une majorité parlementaire quelconque puisque le UKIP ne dispose que d'un siège à la Chambre des Communes, et reconnaître, d'autre part, que conformément à ce qu'il avait toujours affirmé, son seul but politique était de permettre au Royaume-Uni de sortir de l'Union Européenne. Une fois sa tâche accomplie, il a décidé de se retirer de la vie politique. Cette décision

est à saluer puisqu'elle est un acte d'honnêteté dont devraient s'inspirer beaucoup de responsables politiques. Finalement, la nomination de Theresa May, secrétaire d'Etat à l'intérieur du Gouvernement Cameron, a rassuré les pro-Leave. Bien qu'elle ne se soit pas prononcée lors de la campagne du Brexit, ou du moins seulement par un très timide soutien au Remain par discipline gouvernementale, elle n'a pas manqué d'affirmer que sa volonté était de respecter le choix des Britanniques et de conduire le processus de sortie de l'Union Européenne à son terme. Les plus sceptiques ont pu se rassurer enfin en voyant la composition du nouveau Cabinet britannique dans lequel figurent notamment Boris Johnson aux affaires étrangères et David Davis, député membre du groupe Vote Leave qui regroupait les élus du Parti Conservateurs en faveur de la sortie de l'UE, au secrétariat d'Etat à la sortie de l'Union Européenne. Nul doute désormais que le processus est engagé et repose sur une majorité conservatrice qui se renforce dans l'opinion publique puisque les sondages montrent depuis le Brexit que les Tories ont gagné près de 5% d'intentions de vote et atteint même 45% dans certaines enquêtes d'opinion, alors que le Labour stagne aux alentours de 30%.



Il ne reste alors plus qu'aux eurobéats l'espoir que le Royaume-Uni ne résiste pas à une vague indépendantiste en Ecosse et en Irlande du Nord. Dans le cas du pays de Saint-André, il ne semble pas qu'un mouvement de réaction europhile ait vu le jour. Dans les derniers sondages, le Scottish National Party, principal parti indépendantiste, ne semble pas connaître un

surcroît de popularité post-Brexit et, quand bien même le « Remain » a totalisé 62% des suffrages en Ecosse, cela ne signifie pas que 62% des Ecossais souhaitent rompre l'union vieille de 300 ans avec l'Angleterre. Beaucoup de professions profitent en outre de cette sortie de l'Union Européenne, au premier rang desquelles figurent les pêcheurs, étouffés par les quotas ultra-restrictifs imposés par Bruxelles. En Irlande du Nord, où le Remain l'a emporté à 55.8%, il n'y a pas non plus eu de regain des demandes de rattachement à la République d'Irlande. Le Sinn Féin n'a pas connu de bond de popularité et les partis unionistes dans leur ensemble représentent toujours une majorité de l'électorat nord-irlandais. Notons également que sur un plan extérieur, les indépendantistes écossais ne trouvent pas de soutien réel. Si certains dirigeants de l'Union Européenne, à l'instar de Jean-Claude Juncker, ont dans un premier temps voulu encourager les dirigeants du SNP, tout ceci a été stoppé net lorsque Mariano Rajoy, premier ministre espagnol, a vigoureusement critiqué cette position de la Commission Européenne, affirmant que l'Espagne ne soutenait pas les indépendantistes écossais et que l'Union Européenne ne devait certainement pas le faire non plus. Evidemment, le gouver-

nement espagnol craint qu'une indépendance de l'Ecosse ne puisse redonner de l'élan aux séparatistes catalans.

En conclusion, le Royaume-Uni se porte bien. Oui, trois mois après la victoire du Leave, tous les indicateurs sont au vert pour notre voisin d'Outre-Manche. Nous devrions tous nous en réjouir, que nous soyons eurosceptiques ou europhiles car il n'est pas décent de souhaiter la ruine d'un peuple, plus encore lorsque l'on est un mondialiste, amoureux des peuples, de son prochain, bref lorsque l'on est un « gentil ». Le peuple britannique a montré la voie, et les peuples du continent européen doivent la suivre. Contrairement à ce que la doxa européenne veut faire croire aux peuples européens, il est possible de rompre avec la chimère bruxelloise. Je me risquerai même à dire que cela est possible, mais également souhaitable. Dans deux ans, lorsque le Royaume-Uni aura effectivement quitté l'Union Européenne, les arguments, souvent absurdes, que l'on attend aujourd'hui encore pour décrédibiliser le souverainisme européen seront bien difficiles à défendre.

Par Valentin Rebuffat

Illustrations: [time.com](http://time.com) / [thesun.co.uk](http://thesun.co.uk) / [lemonde.fr](http://lemonde.fr)



# Trump vs. Clinton vs. ? : l'équation d'une nouvelle ère à une inconnue

*Tout a déjà été dit... Le storytelling a été depuis longtemps mis en place. Clinton, c'est la gentille du conte et Trump, c'est le méchant loup mal coiffé. Tout le monde est d'accord là-dessus.*

C'est indéniable, d'autant que Hollande, le plus impopulaire de tous les présidents de la V<sup>ème</sup> république et aussi un des plus cyniques depuis que la république a pu exister, rivalisant par là avec Talleyrand et Fouché réuni, a tranché pour une fois : « J'ai un haut-le cœur », en visant le Républicain. Faites attention, car quand l'estomac de celui qui a par ailleurs encore ses chances de réélection fait des siennes, ça fait du dégât au niveau de toute croissance, surtout pour les « sans-dents » dont il ne renie point d'avoir pu utiliser l'expression dans ses « conversations privées ». Mais alors ? Quelle surprise ! Trump est pourtant loin d'être quelqu'un qui ne sait pas se payer un dentiste. Où est la logique ? Le président a des mots plus durs contre lui que ce qu'on a pu entendre contre Daech, plus épargné dans les discours des ministres des affaires étrangères et de défense qu'un certain Bachar considéré encore aujourd'hui par nos brillants énarques comme « le principal problème ». Faut dire que la candidate démocrate (qui a pour chief of staff Huma Abedin) est sur cette même ligne alors quand les grands esprits se rencontrent, vaut mieux ne pas se trouver sur leur chemin. Trêve de bavardages sur ces quelques menus détails qui ne trouvent grâce à aucun œil occidental surtout pas à l'heure du 20h.

Evoquons plutôt les « e-mails gate » non pas pour accabler Clinton sur ces manigances internationales qui ont été par ailleurs la raison de sa mise à l'écart au début du second mandat d'Obama (à noter que Malik Obama a annoncé qu'il voterait Trump), mais sur le fait que Trump, le pourfendeur du politiquement correct, serait pro-russe et en définitive candidat du descendant de Pierre 1er. Une puissance étrangère interviendrait, à l'insu de toutes et tous, dans la plus grande



élection mondiale. Quelle belle théorie, digne d'un roman d'espionnage ou d'une bonne saison de 24h chrono où comme dans la série, Clinton finirait par devenir la première femme présidente des usa. « Formidable » chanterait Stromaë en même temps qu'il demanderait « papaoutai » car le « Trump show » serait fini pour de bon. Eh bien, n'en déplaise à ceux qui rêvent d'un tel scénario, ce dénouement ne verra pas le jour. Déjà parce qu'agiter sans cesse que son concurrent serait de connivence avec la Russie comme au temps de la guerre est froide ne prend plus. J'irai plus loin dans l'argument que de simplement affirmer, de toute évidence, que Clinton n'est pas au centre de la campagne mais bien Trump, si bien que du côté démocrate et des médias, on ne parle que de la personne de Trump. A la limite, je rends plus hommage à Clinton ici que toutes les chaînes de télé réunies qui n'en n'ont que pour son concurrent, à prendre par la négative (contre est, en effet, plus approprié).

Elle ne propose rien alors que lui propose tout ; elle s'échine à attaquer ses propositions mais s'épuise à tel point que certains lui prêtent des maladies démentielles pendant que lui prend un malin plaisir à prendre des virages à 180 degrés parfois en l'espace de 6 heures pour

capter les minorités tenant à son slogan « make America great again ». Elle ne rétorque que par un simple « no Trump ». Mais comme dit plus haut, tout cela n'est que politique politicienne. L'important est ailleurs et sur ce que ces élections nous disent sur la nouvelle ère mondiale qui s'annonce avec la fin de la politique telle qu'on nous l'a inculquée depuis notre berceau. Qu'importe, en réalité, le contenu des propositions d'un milliardaire et les invectives du faucon à terre. C'est ce qu'ils représentent qui compte. Clinton représente le vieux système politique à l'agonie (partagé par tous les candidats à la présidentielle en France excepté peut-être Macron qui a fait un premier pas en dehors mais qui laisse son 2ème pied dans les lignes établies). Trump, lui, représente certes l'« anti-establishment » faisant fi des critiques médiatiques, incarnant l'Amérique décomplexée et dénonçant la concentration du système. Jusqu'ici, je n'ai fait que répéter tel qu'un perroquet, sans l'once d'une nouveauté, ma leçon bien apprise et si j'avais dû me contenter de cela, mieux aurait valu ne pas commencer à écrire cet article.

L'essentiel vient non pas du fait même qu'un candidat officiel d'un des 2 partis à l'accent nixonien continue à provoquer et à choquer ses nombreux détracteurs de l'establishment dont sa principale adversaire qui était, à une autre époque, une amie de longue date. Non ! Le projet est l'instauration d'une métapolitique qui va à l'encontre des institutions profitant à l'oligarchie au pouvoir (la cible qu'est la fondation Clinton par laquelle transitent toutes sortes de choses peu transparentes n'est qu'un premier jet dans la mare) depuis 60ans. L'ONU complètement dépassée par le contexte international, qui est en train de se diriger vers une logique de blocs à défaut d'une gouvernance mondialisée, est en passe de subir le même sort que son lointain ancêtre le Saint Empire romain germanique, qui en son temps fut plus à même que la sécurité collective moderne à régler les différends. Le Saint Empire disparut pour des échecs moins graves que ce qu'à pu connaître l'ONU qui enchaîne les débâcles mais on ne peut comprendre la fin d'un monde unipolaire, connu depuis la chute du Mur de 1989, au profit d'un univers apolaire si on ne s'intéresse pas à l'inconnue...

Il s'agit de Gary Johnson qui a remporté la candidature au sein de son parti face à John McAfee. Ce parti n'est autre que le parti libertarien, peu connu de la sphère médiatique, alors que dans l'histoire américaine, un président, pas inconnu, s'est dit libertarien. Il s'agit du grand Thomas Jefferson, 3ème président des usa qui a par ailleurs acheté la Louisiane (ce qui doubla la surface initiale des usa) à Bonaparte. Jefferson a représenté la première alternance entre les 2 principaux partis politiques du pays de l'époque et prônait le Yeoman Farmer. Notre sénateur du Nouveau-Mexique s'inscrit donc avec son parti dans la lignée des idées de l'auteur de la déclaration d'indépendance des usa qui renonça à briguer un 3ème mandat. Son slogan : « Make America safe again » et sa vision : « le gouvernement n'a pas à se mêler de mon portefeuille ni de ma chambre à coucher » montre un changement total de conception de l'ordre du monde. L'homme du « far west » prône la liberté en étant pour la désintermédiation et au passage par l'élimination de la FED. Il se fait fort de mettre les usa à la pointe du développement technologique telle que la modification génétique et est contre toute régulation de l'industrie de l'IA.

Au travers de ces chamboulements, on ne peut que constater le déplacement du curseur vers un renouveau politique avec l'émergence d'un univers nouveau en formation. 2017 pourrait bien faire figure d'entrée dans le XXIème siècle, symbole d'une ère nouvelle, sans pôle où toutes les règles que l'on croyait ancrées et immuables auront volées en éclat. 2019, dont l'unité est symbole de la nouveauté, commence seulement à poindre à l'horizon.

Par Nicolas Vermeulen

Illustrations: wnd.com / heavy.com



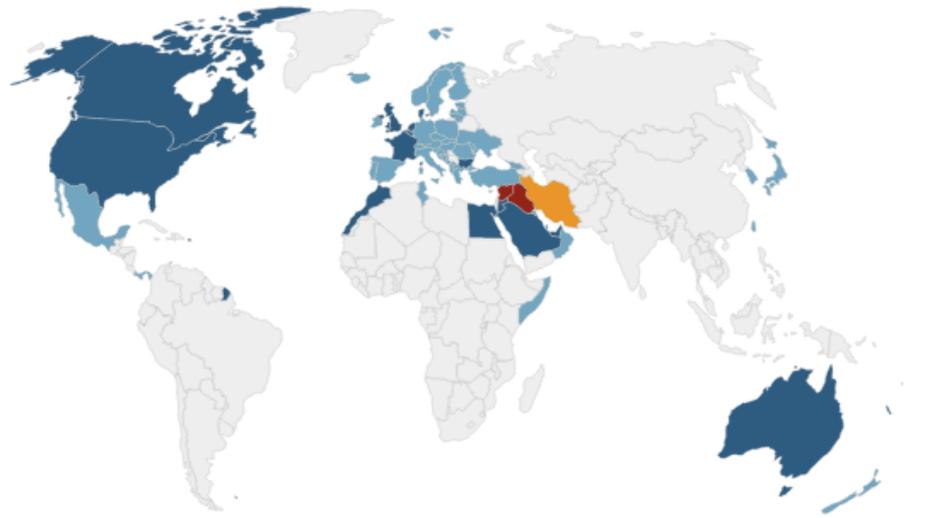
# Daesh, si loin, si proche

*L'horreur de l'attentat de Nice nous a tous frappé. Un des symboles de notre pays a été touché. Le 14 juillet est désormais taché du sang d'innocents. Pas que le 14 juillet soit un symbole de paix, mais s'attaquer à notre pays en ce jour de fête est inacceptable. Le plus inacceptable est que ce soit Mohamed Lahouaiej-Bouhlel qui l'ait perpétré, un jeune tunisien soi-disant quelque peu déséquilibré. Ces informations sont capitales, car si cet homme s'était appelé Anders Behring Breivik, de nationalité norvégienne (au hasard) l'Etat Islamique ne l'aurait certainement pas revendiqué. Mais les faits sont là, Daesh a revendiqué cet attentat et le lendemain, notre cher ministre des affaires étrangères, Ayrault indique que les frappes françaises en Syrie dans le cadre de la coalition vont s'intensifier. La France part donc (pardonnez-moi l'expression) en croisade contre cette organisation qui a décidé de s'en prendre à nous. A s'en demander qui est le plus malin.*

En effet, depuis quelques temps, l'Etat islamique tend à revendiquer tout et n'importe quoi. Réfléchissons-y un peu, Daesh est train de reculer, perd de plus en plus de soutien et tente de se « racheter une image » en répudiant l'organisation Boko Haram jugée « trop extrémiste ». Vous ne pensez pas qu'ils revendiquent n'importe quoi ? Un exemple suffit : l'attentat d'Orlando, Daesh aurait envoyé un homosexuel pour une tuerie... Ce serait donc une organisation beaucoup plus ouverte qu'elle ne veut bien nous le faire croire. Néanmoins, ce qui est indéniable c'est qu'elle est en perte de vitesse, en témoigne son recul géographique. De plus n'oublions pas, qu'avant de reculer face à la coalition, les djihadistes reculent face aux « sanguinaires » Peshmergas. Ces derniers sont des kurdes (minorité rejetée des pays environnants), dont un certain nombre de femmes se battant avec des armes rafistolées provenant majoritairement dans la guerre Iran-Irak. Daesh recule donc face à ces guerriers à demi-armés, grande preuve de leur suprématie.

## La coalition contre l'Etat islamique

- Coalition internationale - Bombardements
- Coalition internationale - Aide financière et/ou logistique
- Pays hors coalition, en lutte contre l'E.I.
- Pays où se trouve l'E.I.



La coalition dont fait partie la France s'attache donc à compléter le travail de ces Peshmergas en bombardant les villes syriennes où se cache Daesh. Noble initiative ne comprenant que très peu de succès. En effet, un certain nombre d'experts estiment que pour éradiquer cette organisation des opérations au sol seraient nécessaires. Un dilemme compréhensible pour ces Etats qui ne souhaitent pas sacrifier leurs militaires dans des combats s'an-

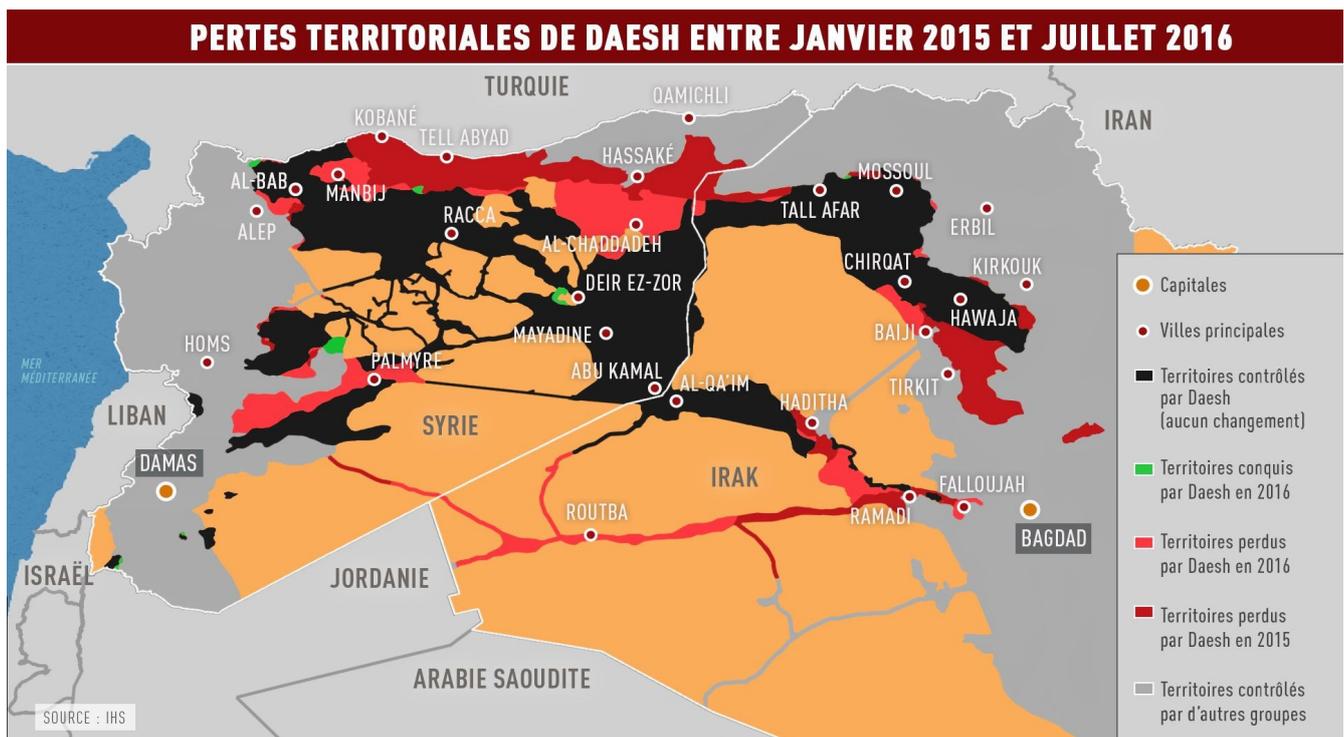
nonçant sanguinaires. Ainsi, l'été continue sans qu'on se soucie de la façon dont cette affaire est traitée. Puis, nous nous crispions une fois de plus lorsque le prêtre de Saint-Etienne du Rouvray se fait assassiner. Bien évidemment, la presse nous fait bien comprendre que ce sont des musulmans, quelques jours plus tard Daesh se réveille pour le revendiquer, après tout ça leur fait toujours un attentat de plus à leur actif, et de la peur en bonus.

On pourrait alors se poser la question du but de cette démarche. Nous faire peur ou nous pousser à les attaquer ? En effet, l'attaque de notre coalition, bien que tuant des djihadistes tue aussi beaucoup de civils. Les civils survivants sont bien au courant que la coalition les bombarde. De plus, ils sont également au courant que cette même coalition n'empêche pas le régime syrien de les massacrer (après tout ce n'est pas comme si les armes chimiques étaient interdites par la convention de Genève). Et enfin, quand ces syriens fuient ces attaques, ils se retrouvent face à des pays (France y compris), qui ne leur souhaite que de se noyer dans la méditerranée. Ainsi, un certain nombre de ces syriens se rallient à Daesh, qui, on le sait, recrute chez les âmes faibles et désespérées. Mais pendant ce temps, bien loin

de nous préoccuper de cette situation pour le moins inquiétante, nous nous écharpons pour savoir si le burkini doit être autorisé ou non, ainsi que sur la définition de la laïcité. Débat sans fond qui permettrait à nos autorités de continuer leur petite affaire sans qu'un nouveau « nuit debout pacifiste » ne se mette en route. Car, vous l'avez bien compris, si des kurdes mal nourris parviennent à les faire reculer, nous grand pays garant des droits de l'homme avons besoin d'une grosse matinée pour les réduire à l'état de tribu pygmée.

Par Nastassia Casteuble

Illustrations: [les400cris.wordpress.com](http://les400cris.wordpress.com) / [francais.rt.com](http://francais.rt.com)



## Cap à l'Est : tour d'horizon du V4

*Le groupe de Visegrád, communément appelé V4, est un groupe de coopération composé de la Pologne, de la République Tchèque, de la Slovaquie et de la Hongrie. Depuis 1991, ces quatre pays tentent de faire entendre leur voix sur le plan international en accordant leurs décisions par l'intermédiaire de ce groupe. A l'origine, c'est notamment au sein de l'OTAN que la coopération a permis de donner plus de poids à ces quatre voisins de l'Est de l'Europe, mais aussi face à la Russie. Après l'entrée de ces pays dans l'Union Européenne en 2004, c'est au cœur de cette instance que cette organisation a repris une place importante. Aujourd'hui, les gouvernements de ces quatre pays mènent une politique européenne commune et c'est leur position ferme et unanime qui leur a notamment permis de refuser en bloc l'entrée massive de migrants sur leur sol, alors même que la crise migratoire frappe le reste de l'Union. Mis à part en République Tchèque, qui connaîtra des élections législatives en octobre 2017, les pays du V4 sont dirigés par des gouvernements eurosceptiques, de gauche comme de droite.*

Longtemps parmi les bons élèves de l'Union Européenne, les pays du V4 sont aujourd'hui ceux qui en Europe font preuve de l'euroscepticisme le plus marqué. Il est tout à fait clair que les pays de l'Est ont largement profité des aides accordées par l'Union Européenne depuis leur entrée en 2004. Cependant, la position des quatre voisins a bien évolué, et ce en même temps que leurs rapports avec l'OTAN. Plus question désormais d'entendre parler d'une évolution de l'intégration européenne, encore moins d'une entrée dans l'Euro (mis à part pour la Slovaquie qui a adopté la monnaie unique en 2009), alors même que les aides européennes diminuent et que Bruxelles veut imposer des quotas de migrants aux pays membres. En résumé, la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie et la Hongrie profitent des fonds accordés par l'Union Européenne ainsi que de certaines directives (dont la directive des travailleurs détachés) mais aussi du parapluie nucléaire de l'OTAN. En dehors de cela, toute idée de fédéralisme européen est rejetée et l'atlantisme relativement zélé des 20 dernières années est désormais bien plus mesuré.

En Pologne, l'année 2015 a été marquée par la victoire successive du parti eurosceptique et conservateur Droit et Justice (PiS) lors de l'élection présidentielle avec l'accession à la présidence de la république d'Andrzej Duda, élu face au président sortant Bronisław Komorowski, membre du parti europhile Plate Forme Civique (PO), mais également lors des élections législa-



### VISEGRAD GROUP

tives qui lui ont conféré une majorité absolue à la Diète ainsi qu'au Sénat. Pour la première fois depuis la chute du régime communiste, un parti a obtenu à lui seul la majorité absolue dans les deux chambres du Parlement. Rapidement, le nouveau gouvernement, dirigé par Beata Szydło, a montré son enthousiasme très mesuré vis-à-vis de l'intégration européenne puisque les drapeaux européens ont symboliquement été retirés de tous les édifices gouvernementaux et ne sont plus utilisés lors des conférences de presse officielles. Evidemment, ce gouvernement eurosceptique n'a pas tardé à faire peur aux technocrates bruxellois mais aussi à la presse qui n'a pas perdu de temps pour tirer à boulets rouges sur cette nouvelle menace souverainiste venue de l'est. C'est alors qu'une campagne de désinformation a été menée tambours battants concernant la réforme de la télévision publique. Alors que le gouvernement Polonais souhaitait renforcer son droit de regard sur les chaînes publiques, pour arriver à un niveau de contrôle proche de celui que l'on connaît en France, la presse, usant de raccourcis honnêtes, nous a expliqué que toute la presse du pays allait être contrôlée et censurée. Il n'en était évidemment rien,

de même que les prétendues manifestations de protestation dans les rues des grandes villes de Pologne. Bien loin d'un mouvement de rejet du nouveau gouvernement, la popularité de ce dernier est restée intacte et les dernières enquêtes d'opinion donnent jusqu'à 41% d'intentions de vote pour le PiS dans l'optique des prochaines élections législatives de 2019, contre 37.58% en 2015. Evidemment, de tels sondages à trois ans du scrutin étudié et seulement un an après le précédent ne valent pas en tant que chiffres absolus mais ils nous donnent une information importante : la popularité du gouvernement, loin de s'effriter, se renforce.

L'échiquier politique polonais a, par ailleurs, été largement bouleversé par les dernières élections puisque plus aucun parti de gauche n'est représenté au Parlement, étant donné que la coalition de gauche n'a pas atteint la barre de 8% des suffrages nécessaires pour obtenir des sièges selon les règles électorales en vigueur. C'est donc Plate Forme Civique, classé au centre-droit, qui siège à l'extrême-gauche du Parlement Polonais.

En Slovaquie, les dernières élections législatives de mars 2016 ont débouché sur un recul important du parti Direction – Social-Démocratie (SMER-SD) du premier Ministre Robert Fico. Ce dernier a fait parler de lui ces derniers mois du fait de ses prises de position contre l'évolution de l'intégration européenne et contre l'arrivée de migrants dans son pays. Ainsi, il a déclaré que la Slovaquie n'accueillerait aucun migrant et continuerait de les refuser sur son territoire. Ayant perdu sa majorité, le parti de Robert Fico a dû trouver les moyens de former une coalition majoritaire au sein du Parlement. C'est avec le Mouvement pour une Slovaquie Démocratique, parti de centre-droit, et surtout le Parti National Slovaque que le premier Ministre gouverne désormais. Le PNS, parti de droite populiste,

a soutenu le discours eurosceptique et anti-migrants de Robert Fico et n'a donc eu aucun mal à accepter d'intégrer la coalition gouvernementale. Il est à noter que cette alliance a valu au SMER-SD d'être menacé d'exclusion du Parti Socialiste Européen, menace qui n'a d'une part abouti sur aucune sanction et qui n'a, d'autre part, pas découragé le chef du Gouvernement slovaque.

Au sud de la Slovaquie, la Hongrie de Viktor Orbán apparaît comme l'enfant terrible de l'Europe de l'Est. Les déclarations du premier Ministre hongrois ne manquent pas d'exaspérer Bruxelles, entre euroscepticisme affirmé et revendiqué, et refus catégorique

de l'accueil des migrants. En 2014, son parti, le Fidesz, totalisait 44.87% des suffrages et remportait 133 des 199 sièges du Parlement, devant le Parti Socialiste Hongrois. Deux ans après, l'électorat hongrois sanctionne positivement l'action de Viktor Orbán puisque le Fidesz

est crédité d'au minimum 43% des suffrages dans l'optique des élections de 2018, et les intentions de vote atteignent jusqu'à 56%. Derrière, il faut noter que le Parti Socialiste s'effondre et que c'est le Jobbik, parti d'extrême-droite parfois qualifié de néo-nazi, qui prend la deuxième place dans les enquêtes d'opinion, totalisant 22% des intentions de vote contre environ 15% pour les socialistes. Peu de suspens donc sur les prochaines échéances électorales dans le pays, et sur le maintien de la politique de refus des migrants de l'Etat Hongrois.

La République Tchèque est donc le seul pays du Groupe de Visegrád à ne pas être dirigé par un gouvernement eurosceptique. A la suite des élections législatives de 2013, c'est le Parti Social-Démocrate Tchèque qui a eu pour mission de former le gouvernement, en coalition avec le parti ANO 2011 et l'Union Démocrate-Chrétienne. Si les sociaux-démocrates et les démocrates-chrétiens affirment une position europhile,



la présence dans la majorité gouvernementale du parti ANO 2011 a eu de quoi mitiger cet enthousiasme vis-à-vis de Bruxelles. Bien que l'ANO 2011 ne soit pas un parti fermement eurosceptique, c'est dans cette direction que son discours tend à s'orienter. C'est par ce changement de positionnement que le parti a su affirmer sa place de favori pour le scrutin de 2017. En effet, il existe de nombreux partis en République Tchèque, et nombreux sont ceux qui peuvent espérer gagner des sièges au Parlement. Parmi eux, les partis eurosceptiques sont divisés et il est possible d'en compter quatre principaux, dont le Parti Démocratique Civique (ODS) qui semble pouvoir espérer se placer en quatrième, voire en troisième position du scrutin avec près de 12% d'intentions de vote. Les trois autres partis ne dépassent pas les 5% d'intentions de vote. Il est possible d'imaginer qu'une coalition entre l'ANO 2011, qui semble en position de totaliser près de 28% des voix, et l'ODS puisse émerger au lendemain du scrutin d'octobre 2017. Le virage serait alors clairement eurosceptique, ce qui rejoindrait d'une part la position des autres pays membres du V4, mais ce qui rejoindrait également le discours du président de la République Tchèque, Miloš Zeman, pre-

mier président élu au suffrage universel direct dans le pays. Il faut se souvenir qu'à la suite de la victoire du « Leave » au Royaume-Uni, le chef de l'Etat Tchèque s'est prononcé en faveur de l'organisation d'un référendum sur la sortie de la République Tchèque de l'Union Européenne. Si son pouvoir est très limité, son élection au suffrage universel direct lui a permis de donner plus de poids à sa prise de position, et une victoire des eurosceptiques en 2017 pourrait rendre plus que crédible l'organisation d'un référendum sur un éventuel « Czexit ».

Finalement, pour les souverainistes de tous horizons, le salut semble pouvoir venir de l'Est de l'Europe. N'oublions pas qu'en juin, le président polonais, Andrzej Duda, a demandé à ce qu'un nouveau référendum soit organisé au Royaume-Uni. Ne nous méprenons pas : le gouvernement Polonais craint en réalité que le Brexit, en conduisant au retrait de l'Union Européenne du plus puissant pays eurosceptique du continent, ne facilite la poursuite du projet fédéral européen. Désormais, c'est donc au Groupe de Visegrád qu'incombe la tâche de représenter le contrepoids au fédéralisme européen.

Par Valentin Rebuffat

Illustrations: southfront.org / clada.cz





Tu reviens de vacances, où tu as passé environ 50% de ton temps sur Facebook ou Instagram, soit parce que tu t'ennuyais, soit parce que tu t'ennuyais ET que tu ne voulais pas que tes ami•e•s de Science-Pipo le sachent. Mais pour le reste du temps, accordons-nous pour dire que tu en as profité pour te détendre, te déconnecter, et apprécier de pouvoir buller tranquillement au soleil. Ainsi, tu commences tout juste à te reconnecter au monde normal, et là, que vois-tu ? La France à feu et à sang ! Cette France qui a perdu l'Euro de foot, son bien-aimé premier ministre qui en a profité pour faire passer ni vu ni connu la loi travail, la France qui a essuyé une demande de divorce de l'Angleterre, qui a été secouée par le terrible attentat à Nice, qui a fini 7ème aux Jeux Olympiques de Rio, et finalement, pour les dernier•ère•s rentrés qui pensaient avoir échappé au pire, l'incroyable polémique du burkini... Et dire qu'on voulait juste se reposer tranquillement au soleil.

Ainsi, nous nous devons de féliciter Mr Valls pour ses fines manipulations. Nous soutenons les familles des victimes à Nice, et nous nous garderons bien d'attiser la polémique ridicule et lassante du burkini. Restons plutôt tournés vers l'Angleterre, qui a bel et bien voté en faveur du Brexit à la suite du référendum du 23 juin 2016...

On en aura entendu parler, du Brexit. Et c'est loin d'être fini. En revanche, un événement tragique a également eu lieu à peine une dizaine de jours avant le référendum. Cet événement-ci semble avoir été largement plus oublié par les médias. Le 16 juin 2016, Jo Cox, députée du parti travailliste, a été assassinée. Elle avait 41 ans. Elle militait pour le maintien du Royaume-Uni dans l'union européenne. Ayant été élue dépu-

tée en 2005, c'était une personnalité montante dans le parti travailliste. Ce meurtre, accompli par un fou extrémiste, était prémédité. Et pour nous, Jo Cox ne serait peut-être pas morte si elle avait été un homme.

On peut évidemment défendre qu'elle a été tuée pour ses idées politiques. Parce qu'elle combattait pour que l'Angleterre reste dans l'UE. Peut-être trouvez-vous qu'il est absurde d'appuyer sur le fait que Jo Cox était de sexe féminin. Peut-être pensez-vous que c'était simplement parce que son assassin était fou. En tout cas, c'est ce qu'il nous a été donné de lire ou d'entendre dans les médias, ou dans notre entourage.

Pourtant, le meurtre de Jo Cox n'a rien d'anodin, et ce n'est pas simplement un crime lié à ses convictions politiques, ou à la folie de son assassin. Si elle a bien sûr été en partie agressée pour ses idées, le fait qu'elle était de sexe féminin lui a peut-être été fatal. Chaque jour, des femmes sont victimes d'hommes qui les haïssent. Par ailleurs, Jo Cox était elle-même féministe. Elle avait participé à des campagnes pour combattre les violences envers les femmes. Elle faisait partie du réseau Labour Women's Network, qui encourage l'entrée de femmes dans la vie publique et politique, par exemple au Parlement, en leur offrant des sessions d'entraînement.



Or, son agresseur était un partisan de la « National Alliance », un groupe néo-nazi prônant la suprématie blanche et masculine sur le monde. Tiens tiens. Alors, quel a été le facteur déclenchant du meurtre ? La dernière ligne droite vers le référendum pour le maintien du Royaume Uni dans l'Union européenne ? Le racisme contre lequel Jo Cox luttait ? Ou encore le simple fait qu'elle appartienne au sexe féminin, et qu'elle soit par-dessus tout, une militante des droits des femmes ?

Jo Cox a été tuée parce qu'un homme voulait la faire taire. Il voulait la stopper dans sa campagne pour ses idées. Il l'a assassinée pour sa haine envers les femmes qui prennent le pouvoir. Le meurtre de Jo Cox n'est pas un cas à part. Si elle a aussi été tuée en raison de ses idées politiques, son cas reste représentatif des violences faites aux femmes dans le monde.

Le meurtre de Jo Cox porte un nom. Pour nous, c'est ce qu'on appelle un féminicide : « Meurtre d'une femme, d'une fille, en raison de son sexe » (Petit Robert, 2015). Chaque jour, des femmes sont tuées par des hommes. À l'inverse, en France les femmes ne représentent que 7,7% dans le chiffre total de la grande criminalité, les viols, les meurtres, les braquages. L'image des femmes dans les pages faits-divers et judiciaires ne fait statistiquement pas débat : c'est celle de victime. Selon le haut conseil à l'égalité, en novembre 2014, en France, sur une population carcérale de 77 788 personnes, les femmes représentent 2794 détenues, soit 3,6%, tandis que les hommes sont 74 994. Ainsi, les chiffres indiquent bien que les hommes sont principalement responsables des meurtres. 80% des victimes d'homicide étaient des

hommes, tout comme 95% des auteurs. Toutefois, lorsque les homicides découlent d'actes de violence domestique, qui comptent pour environ 15% de l'ensemble, 70% des victimes sont alors des femmes. En France, une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint.

Ne voyons-nous pas régulièrement dans les faits divers des meurtres de femmes ou de jeunes filles, commis par un homme divorcé, un mari jaloux, ou un père tyrannique ? Ce ne sont pas des cas isolés. Ce ne sont pas des accidents. Ils ont lieu fréquemment, et personne ne semble s'en offusquer plus de deux jours quand un journal en fait sa une. Pourtant, les féminicides sont un problème contemporain qui relèvent d'une culture patriarcale profondément ancrée dans notre société. Ainsi, un mari jaloux pourra penser qu'il a le droit de vie ou de mort sur sa femme, comme le bon pater familias avait le contrôle entier sur sa famille autrefois.

Le meurtre de Jo Cox n'est pas un cas exceptionnel. Il résulte d'une haine des femmes qu'ont encore certains hommes aujourd'hui, et de la crainte qu'ils ont de perdre certains de leurs privilèges. Il est de notre devoir de ne pas garder le silence. Il est de notre responsabilité de dénoncer ces crimes, aussi longtemps qu'ils auront lieu. Tant que des femmes dans le monde seront victimes des hommes, il sera de notre devoir de combattre. Nous ne pouvons pas laisser des femmes se faire assassiner, violer, blesser. Nous ne devrions pas passer notre chemin quand une femme se fait assassiner par un homme haineux. Tant que nous fermerons les yeux, ces crimes atroces perdureront.

Par Juliette Richoux, Présidente des Garçonnes  
Illustrations: lexpres.fr





## Brexit : la puissance diplomatique du Royaume-Uni sur le déclin ?

Les Britanniques l'ont décidé lors du referendum du 23 juin dernier : la Grande-Bretagne doit quitter l'Europe. Bien que la demande de sortie en bonne et due forme doive encore être déposée par la nouvelle Premier Ministre Theresa May, les dirigeants européens tel que Jean-Claude Juncker, Président de la Commission Européenne, ont indiqué que seraient appliquées de sévères modalités. « On n'accueille pas un déserteur à bras ouvert. ». Toutefois, d'autres personnalités issues de la classe gouvernante européenne telle que la chancelière allemande Angela Merkel, préféreraient garder la Grande-Bretagne comme allié ou partenaire commercial : la sortie de l'Union Européenne des Britanniques ne signifierait en aucun cas la fin des échanges commerciaux entre les pays européens et la terre de Shakespeare – avec une renégociation des nouvelles relations et des traités de commerce dans le but de conserver au maximum les avantages existants pour les deux partis.

La position diplomatique du Royaume-Uni doit pour certains être entièrement renouvelée, comme l'estime Ian Bond, responsable des affaires internationales au Centre for European reform, pour qui « la campagne du référendum a renforcé l'impression à Washington que le Royaume-Uni n'est plus cet allié stable qu'il a été ». S'en dégage un sentiment nerveux d'ébranlement de la special relationship anglo-américaine, qui constitue l'un des piliers de l'alliance nord-atlantique. Malgré ces agitations, sources de nombreux remous dans la mare politico-diplomatique européenne, un arrêt de la contribution britannique à l'OTAN n'a jamais été envisagé, et l'ex-Premier Ministre britannique David Cameron a rassuré ses alliés sur la foi atlantiste du Royaume-Uni. Le point négatif du Brexit concernant le traité atlantique



se trouve plutôt au niveau de l'interaction entre l'Union Européenne et l'OTAN, qui constitue un élément important de la défense britannique. En effet, « le Royaume-Uni a souvent fait le lien entre l'OTAN et la prise de décision du Conseil des Ministres de l'Union Européenne. Cela a favorisé le soutien de l'UE à des objectifs occidentaux communs en matière de logistique et de diplomatie », comme l'explique John Kerr, ancien représentant britannique auprès de l'UE. L'Union Européenne continuera évidemment de communiquer avec le Royaume-Uni, mais celui-ci sera exclu des prises de décision.

Un autre point noir qui pourrait affecter la puissance diplomatique britannique concerne la fracture démographique qui s'est révélée lors du vote, puisque l'Angleterre a majoritairement voté pour le leave (53% contre 47%) – excepté Londres – alors que le reste du Royaume-Uni s'est plutôt exprimé en faveur du remain (62% contre 38% en Ecosse, 56% contre 44% en Irlande du Nord). Or le poids démographique de l'Angleterre au sein du Royaume-Uni entraîne ses pays voisins hors de l'UE quelque peu contre leur volonté. Les nationalistes écossais notamment pourraient profiter du Brexit pour retenter leur chance, et les aspirations indépendantistes galloises et nord-irlandaises peuvent également s'en trouver confortées. Une

séparation du Royaume-Uni affecterait indéniablement le poids diplomatique de la Grande-Bretagne.

À un niveau plus global, certains disent du Brexit qu'il est la réalisation concrète de l'échec du projet européen. Or peut-on réellement parler d'un échec de l'Europe diplomatique ? Il semble que non lorsque l'on sait que l'Europe fût créée au lendemain de la 2<sup>de</sup> Guerre mondiale avec l'objectif – diplomatique – d'assurer la paix sur le continent. L'historien Keith Lowe employait alors ces mots : « Imaginez un monde sans institutions. Pas de gouvernements. Pas d'écoles ni d'universités. Aucun accès à l'information. Pas de banques. La loi et l'ordre sont virtuellement inexistantes car il n'y a ni justice ni police [...] ». La création d'une institution supranationale européenne, qui prend forme concrètement le 9 mai 1950 avec la mise en place de la CECA, est ainsi la réalisation toujours effective de l'objectif premier que s'étaient fixé les 6 pays alors constitutifs de l'Europe. De ce point de vue, la mission pacificatrice

du projet européen constitue bel et bien une réussite.

Tout au long du développement européen, la Grande-Bretagne a réussi à jouer sur deux tableaux, l'un européen et l'autre mondial, en conservant notamment sa monnaie, ses frontières, sa souveraineté parlementaire et sa propre politique extérieure, ce qui lui a permis de conserver une certaine influence dans le monde et une indépendance vis-à-vis de Bruxelles qui ne fait que s'accroître aujourd'hui. Le Brexit peut présenter des conséquences néfastes pour la Grande-Bretagne dans ses relations avec ses voisins immédiats – en raison surtout d'un sentiment singulier de frustration de ces derniers – mais une fois la pilule avalée, il est fort probable que Londres se retrouve plus forte et plus indépendante qu'elle ne l'a jamais été. L'assurance et la confiance dégagée par les Britanniques lors du référendum doivent désormais être perçues au niveau des acteurs politiques et diplomatiques afin de concrétiser au mieux les aspirations populaires.

Par Cloé Freydrick, Trésorière d'Aix ONU  
Illustrations: [lexpress.fr](http://lexpress.fr)





## AVIS AUX JOURNALISTES EN DEVENIR

Amis IEPIens, Controverses a besoin de vous !

Que vous soyez une plume expérimenté ou un novice de l'écriture, nous vous accueillons à bras ouverts. Nos ambitions sont grandes cette année et nous avons évidemment besoin de vous pour faire vivre la presse d'opinion de notre bonne maison. Nous vous invitons donc à écrire autant que vous le voudrez et lorsque vous le voudrez.

Le format et la longueur des articles varient et vous avez le choix entre des brèves (de 200 à 400 mots), des articles d'une page (de 500 à 600 mots), de deux pages (de 750 à 1 200 mots) voire même pour les plus inspirés des articles de trois pages (jusqu'à 1 800 mots).

Encore une fois, n'hésitez pas à écrire, nous accueillerons toujours avec joie vos contributions !

Contacts:

Président : Valentin Rebuffat - 06 17 08 39 23 - [v.rebuffat@laposte.net](mailto:v.rebuffat@laposte.net)

Vice-présidente : Nastassia Casteuble -

Trésorière : Louise Lamothe - 06 17 79 96 29 -

Secrétaire : Anna Cichocki - 06 23 35 81 97 -

[controverses.iepaix@gmail.com](mailto:controverses.iepaix@gmail.com)



## Jazz Option Internationale, voyagez et achetez en ligne à moindre frais

Quelle que soit votre destination, il existe une solution adaptée :  
**Vous partez...**

Dans un pays de la zone Euro ? 	Dans un pays hors zone Euro ? 	Vous ouvrez un compte à l'étranger ? 
---	--	--

De nombreux avantages grâce à **Jazz Option Internationale** !

### MON DÉPART À L'ÉTRANGER

**POUR VOYAGER  
À MOINDRE FRAIS  
J'AI LA BONNE OPTION**



#### BON À SAVOIR

**50 %**  
DE RÉDUCTION  
SUR MA COTISATION  
À L'OPTION  
INTERNATIONALE  
JAZZ <sup>(1)</sup>

#### CONTACTEZ-NOUS

» **AIX-EN-PROVENCE PASTEUR**  
Tél.: 04 42 96 30 30

» **AIX COURS SEXTIUS**  
Tél.: 04 42 91 52 30

» **AIX LA ROTONDE**  
Tél.: 04 42 93 35 20

» **AIX EN PROVENCE MIRABEAU**  
Tél.: 04 42 93 36 40

Offres non cumulables avec les autres offres Société Générale, réservées aux ETUDIANTS SCIENCES PO, valables jusqu'au 30/06/2016 dans toutes les agences participant à l'opération, sous réserve de présentation de la carte d'étudiant et de l'acceptation par l'agence. Présence du représentant légal obligatoire pour les mineurs. Conditions en vigueur au 01/03/2016. (1) JAZZ est une offre groupée de services bancaires et non bancaires, à laquelle l'adhérent peut associer une ou plusieurs options. Tarifs hors options et hors offre privilège en vigueur au 01/03/2016 : 7,45 € par mois avec une Carte V Pay, 8,10 € par mois avec une Carte Visa ou MasterCard, 15,70 € par mois avec une Carte Visa Premier ou Gold MasterCard ou 30,50 € par mois avec une Carte Visa Infinite. Pour les adhérents de moins de 25 ans, réduction de 50% sur la cotisation mensuelle (non valable sur la carte Visa Infinite). Tarif de l'Option Internationale, hors offre privilège, au 01/03/2016 : Niveau 1 : 3,75 € par mois - Niveau 2 : 11,50 € par mois - Niveau 3 : 16 € par mois. 50 % de réduction pour les moins de 25 ans. La souscription à l'option Internationale est réservée aux majeurs et la durée d'adhésion est d'un an minimum.